

Torture : "Et, il ne resta personne pour témoigner..."

La classe politique, dans sa quasi-totalité, ne parle que des élections de 2007, des probables alliances ou, plus exactement, de combines politiques.

Dans la société civile, certains ne sont préoccupés que par les stratégies à mettre en place pour motiver, inciter un maximum de jeunes à adhérer aux partis, espérant renflouer ceux-ci, en grande perte de vitesse, et pour drainer le plus grand nombre d'électeurs aux urnes le jour J. A croire que ces élections constituent la panacée qui mettra fin à tous les maux dont souffre le pays....le plus beau pays du monde. Ainsi, Transparency International, dans son dernier classement, place le Maroc à la 77ème place, une position qui montre que la corruption dans notre pays ne cesse de s'aggraver. De même, le PNUD, (Programme des Nations unies pour le développement), place, dans son dernier classement de l'indice de Développement, notre pays au 123ème rang sur 177, avec un PIB de 4.004\$, après le Gabon, soit un gain...d'un point par rapport à 2005 !



Quant au taux d'alphabétisation, il demeure très bas comparé à celui enregistré, par exemple, par la Tunisie ou la Syrie, sans parler du taux de mortalité infantile qui a.... augmenté depuis les années soixante.

Ce ne sont là que des faits, et comme chacun sait, les faits sont têtus. Malgré cela, on ne manquera pas de nous traiter, comme désormais de coutume, de Cassandres, de nihilistes... Mais dans ce cas, nous ne serons pas les seuls. Loin s'en faut.

Qu'on interroge les citoyens sur ce qu'ils pensent des augmentations des prix de l'huile, du sucre, en un mot des produits de base.... de celles de l'électricité, de l'eau...et contre lesquelles se sont révoltés les Casablancais. Qu'on demande à ces millions de Marocains comment ils survivent avec 10dh par jour.... Ce n'est là qu'une digression pour rappeler à certains, au passage, la réalité que vit une grande partie de notre peuple. Au moment où l'on péroré donc sur ces fameuses échéances, où plus d'un se rêve dans le fauteuil du Premier ministre, on continue à torturer, à tour de bras, dans nos commissariats et autres lieux sombres, selon nombre de témoignages publiés par la presse, témoignages qui n'ont pas été démentis par une quelconque autorité, faut-il le préciser (voir, entre autres, l'édition du Massaa du samedi/dimanche 18 et 19/11/2006, P2).

Et que m'importe que celui qui subit ces sévices soit accusé de trafic de drogue, d'appartenir à une cellule terroriste ou de simple vol. Bien entendu, les cris de souffrance, les humiliations subies par ces êtres humains ne trouvent aucun écho chez ceux qui tirent la langue derrière les échéances de 2007.

Cette «surdité» affichée, préméditée, permet aux tortionnaires de se livrer à leur macabre office en toute quiétude, en toute impunité.

Et seule une partie de la presse dite indépendante dénonce ces pratiques et rapporte le martyre que vivent les familles de ces suppliciés. Une fois encore, que m'importent les crimes reprochés à ces incriminés, car toute atteinte à leur dignité, toute violation de leurs droits est une atteinte à ma dignité, à mes droits.

Ces suppliciés sont des êtres humains à part entière. Tous ces suppliciés sont des citoyens à part entière, et comme tels, ils ont des droits et parce que tout acte de torture est un crime, aussi bien vis-à-vis des lois divines qu'humaines.

Se taire devant ces violations, c'est devenir le complice des tortionnaires, c'est participer à ces violations.

«Lorsque les nazis sont venus chercher les communistes / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas communiste. / Lorsqu'ils sont venus chercher les sociaux-démocrates / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas social-démocrate / Lorsqu'ils sont venus chercher les syndicalistes / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas syndicaliste / Lorsqu'ils sont venus / chercher les juifs / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas juif / Puis ils sont venus me chercher / Et il ne restait plus personne pour protester.»

Ce poème de Martin Niemöller qui fut arrêté en 1937 par les Nazis et envoyé dans différents camps de concentration devrait nous faire réfléchir. Notre régime n'est certes pas comparable aux nazis, mais il ne respectera pas nos droits si on accepte qu'il bafoue ceux des autres.

Se taire, c'est commettre la faute de croire que ça n'arrive qu'aux autres.

Dans les prisons, le recours à la violence et la répression est loin d'être absent.

En témoignent, les deux dernières lettres adressées par l'AMDH au directeur des prisons au sujet des prisonniers politiques Ahmed et Chahid Ahmed, incarcérés depuis... 23 ans et des prisonniers du groupe dit «Salafiya Jihadiya».

En témoigne aussi la mort, pour le moins suspecte, de Miloudi Zakaria qui avait, dans une lettre écrite peu avant sa «mort» et publiée par le quotidien «Anahar El Maaghribia», l'affirmait qu'il avait été l'objet de négligences médicales du fait qu'il lui aurait été refusé de disposer de médicaments pouvant alléger le mal dont il souffrait, à savoir l'asthme. Le quotidien rapporte par ailleurs, citant des sources pénitentiaires, que Miloudi Zakaria avait eu une crise aiguë, la nuit de sa mort, et qu'il s'est acharné, en vain, contre la porte de sa cellule pour attirer l'attention de ses geôliers

A cela il y a lieu de rappeler que la grande partie des procès instruits et jugés dans le sillage des attentats du 16 mai ont violé les dispositions auxquelles doit se conformer tout procès équitable, y compris ceux des chioukh : Kettani, Abou Hafs, Fizazi... (Se reporter aux rapports publiés à ce sujet par les organisations de défense des droits de la personne, qu'elles soient nationales ou internationales).

Devant ces transgressions des droits de la personne, devant ce recours quasi permanent à la torture, devant l'impunité des tortionnaires (où en sont les affaires des torturés de la Ram, du plai royal de Marrakech etc... ?), devant ces silences coupables de la majorité des acteurs politiques et des animateurs de la société civile, que représentent «les enjeux» des prochaines élections, sachant qu'aucun, ou presque, des futures candidats ne mènera campagne contre ces violations ?

Quelle crédibilité accorder alors à un Etat qui torture, réprime et dont la justice est aux ordres de l'exécutif?

Quel crédit accorder alors à des élections qu'il organisera en 2007 alors que les résultats de celles de 2002...ne sont toujours pas publiés dans le Bulletin officiel !

Khalid Jamai

Journaliste

LE JOURNAL-HEBDO - n° 279 - 25/11 - 1/12/2006